



European Regional Science Association, Greek section [ERSA-GR]



Association de Science Régionale De Langue Française [ASRDLF]

"Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation"

5-7 juillet 2017, Université Panteion, Athènes, Grèce

ECONOMIE CIRCULAIRE ET EFFETS DE PROXIMITE : ANALYSE DU DISCOURS DES ACTEURS DE LA METHANISATION DANS LE GRAND- OUEST FRANCAIS

Sébastien BOURDIN

Enseignant-Chercheur, Institut du Développement Territorial, EM Normandie (Caen, FR)

François RAULIN

Ingénieur de Recherche, Institut du Développement Territorial, EM Normandie (Caen, FR)

Contact : sbourdin@em-normandie.fr

Résumé

La transition énergétique est aujourd'hui considérée par les institutions nationales, européennes et internationales comme incontournable. Cependant, l'apparition de nouvelles activités dans les espaces ruraux peut être la source de conflictualité. C'est le cas des installations de méthanisation qui émergent sur le territoire dont l'accroissement s'explique par un contexte international et national favorable à l'utilisation d'énergies alternatives aux énergies fossiles. Cette présence des unités de méthanisation laisse apparaître explicitement des conflits entre plusieurs parties sur l'utilisation conjointe d'un territoire. À l'inverse, certains projets voient le jour et font consensus. L'objet de cette communication est de, premièrement, faire un état des lieux des modalités d'émergence des conflits ainsi que les leviers qui ont permis à d'autres projets d'aboutir ; puis deuxièmement, de tester un ensemble d'hypothèses à partir de l'état de l'art autour du *nymbisme*. Dans cette optique, une analyse du discours des acteurs de la méthanisation par l'économie de la proximité a été menée sur le logiciel Alceste, à partir d'un corpus d'articles de presse quotidienne régionale (Ouest France).

Mots clefs

Analyse de discours, Grand-Ouest français, Méthanisation, NIMBY, Proximités, Transition énergétique.

Introduction

Il est généralement connu que les sources d'énergie fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) et leur exploitation s'accompagnent d'externalités négatives telles que la pollution environnementale (Otahal, 2009), l'aggravation de la qualité de vie de la population locale (Haines, 2006 ; Pasten et Santamarina, 2012) ou la baisse de l'attractivité territoriale et de l'activité touristique (Frantal et Kunc, 2011). Par ailleurs, l'exploitation des ressources épuisables est mal perçue car elle contribue au réchauffement climatique (Odell, 2004 ; Turton & Barreto, 2006). Compte-tenu des arguments susmentionnés, le soutien aux sources d'énergie renouvelables devrait être répandu. Or, la réalité semble plus compliquée. D'abord, le soutien de l'énergie produite à partir de sources renouvelables via des budgets publics soulève des controverses (Jacobsson & Lauber, 2006 ; Haas et al., 2011). Ensuite, trouver de nouveaux emplacements pour des installations d'infrastructures produisant de l'énergie renouvelable n'est pas une tâche facile. Le syndrome de résistance sociale NIMBY (*Not-In-My-Backyard* – pas dans mon jardin) les accompagne bien souvent. Tout le monde veut habiter dans un endroit où il fait bon vivre, mais personne ne veut supporter les coûts associés. Dans le contexte des énergies renouvelables, ce concept largement discuté (Wolsink, 2000 ; Burningham, 2006 ; Van der Horst ; 2007 ; Devine-Wright, 2011 et 2014) fait référence à une attitude de la population qui soutient les énergies renouvelables au niveau mondial, national ou régional, mais pas au niveau local. Lorsque de tels projets sont situés à proximité d'espaces résidentiels, les personnes le refusent fréquemment. On retrouve même parfois des attitudes plus radicales dénommées sous le concept BANANA (*Build-Absolutely-Nothing-Anywhere-Near-Anyone – ne strictement rien construire n'importe où près d'une personne*), où l'on refuse de construire quoi que ce soit (Dziedzicki, 2003 ; Cossu, 2006 ; Sébastien, 2013 ; Maïzi, 2016).

Alors que la littérature est abondante sur la question de l'acceptabilité sociale des éoliennes, on retrouve peu d'études sur la méthanisation, qui tend pourtant à se développer. Or, pour les installations de traitement des déchets organiques à vocation de production énergétique, la résistance de la population locale a été identifiée comme le plus grand problème d'implantation des unités de méthanisation. Alors que leur développement est encouragé au niveau européen et

national, on retrouve des levées de boucliers des habitants au niveau local qui craignent les impacts d'odeurs, les risques d'explosion, l'intensification du trafic ainsi que la perte de la valeur de leur propriété. Aujourd'hui, on recense que peu de travaux qui traitent de cette question de l'acceptation sociale de la méthanisation (Féménias et al., 2008 ; Bélanger, 2009 ; Girault et al., 2010 ; Aissani, 2015), visant à négocier des compromis de localisation entre les habitants concernés, les municipalités et les investisseurs.

Dans ce contexte, l'objectif de notre article est d'analyser le discours des acteurs de méthanisation (porteur de projet, riverain, partie prenante, etc) et de tester un ensemble d'hypothèses. Pour cela, nous nous appuyerons sur l'analyse de la Presse Quotidienne Régionale (PQR) qui a déjà fait l'objet de traitements antérieurs sur la question des conflits d'aménagement et d'usages de l'espace (Caron & Torre, 2006 ; Torre et al., 2006 ; Jeanneaux, 2006 ; Jeanneaux & Perrier-Cornet, 2008 ; Pham et al., 2013).

Notre article s'organise comme suit : tout d'abord nous présenterons le cadre théorique et empirique sur la question de l'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et en particulier de la méthanisation, puis nous présenterons la méthodologie que nous avons déployée. Ensuite, nous exposerons nos principaux résultats que nous discuterons dans une dernière partie.

1 Acceptabilité sociale et levées de boucliers sur les énergies renouvelables

1.1 Énergies renouvelables et oppositions locales

L'énergie renouvelable est un terme générique regroupant une hétérogénéité de sources d'énergie (principalement la bioénergie, l'énergie éolienne, l'énergie hydroélectrique, l'énergie solaire). Elles contribuent peu ou pas aux émissions de gaz à effet de serre, impliquant que le passage des combustibles fossiles aux sources d'énergie renouvelables réduit le problème du réchauffement climatique. Néanmoins, une question centrale et récurrente concernant l'implantation d'infrastructures de production d'énergie renouvelable est de savoir si de telles installations sont associées à de nouveaux problèmes comparés aux conflits d'implantation traditionnels.

Tout d'abord, il convient de reconnaître que les projets d'énergie renouvelable sont très hétérogènes, allant de l'installation d'un système photovoltaïque sur le toit d'une maison jusqu'à l'implantation d'un grand parc éolien de plusieurs mégawatts sur plusieurs hectares. Ces projets

diffèrent donc par l'ampleur de l'installation, les risques qu'ils impliquent dans la zone au niveau local, les incertitudes dans ces risques, le type de propriété et de portage, et les acteurs impliqués dans la planification de l'installation. Malgré ces différences, les installations d'énergie renouvelable présentent de nombreuses caractéristiques communes qui les distinguent de l'implantation d'autres installations à vocation énergétiques telles que les centrales nucléaires ou les puits de pétrole. L'énergie renouvelable tend à être fortement soutenue par l'opinion publique, alors que des activités telles que l'utilisation de l'énergie nucléaire et fossile, la combustion des déchets et les usines chimiques rencontrent de plus en plus de résistance.

Les travaux sur les raisons du développement de l'opposition locale sont essentiellement les mêmes et découlent des inquiétudes concernant les effets de l'installation, le manque de confiance dans le développeur et le manque d'opportunités pour les citoyens d'influencer les résultats du projet (Kasperson et al., 1992 ; Leiss, 1996 ; Aitken 2010). Dans la plupart des cas, les personnes s'inquiètent réellement des effets possibles de l'installation et ont tendance à ne pas percevoir le projet comme respectueux de l'environnement. En outre, une mauvaise expérience avec des projets spécifiques antérieurs peut conduire à une attitude plus sceptique vis-à-vis de la technologie elle-même et des futurs projets (Behar & Simoulin, 2014).

Le fait qu'un projet concerne les énergies renouvelables ne signifie pas qu'il sera automatiquement bien accueilli par tout le monde. De fait, les leçons concernant les processus de planification inclusifs et participatifs sont aussi importantes ici que dans l'implantation d'autres installations. Il ressort des travaux que les personnes qui s'y opposent ne sont généralement pas négatives en soi vis-à-vis du développement des énergies renouvelables. Elles critiquent l'emplacement choisi et la façon dont elles ont été sélectionnées et dimensionnées (Burningham, 2006 ; Devine-Wright, 2011 et 2014 ; Batel et al., 2013). Walker & Devine-Wright (2008) ont discuté des avantages de ces projets pour la population au niveau de la communauté locale. Ils arrivent à la conclusion que les projets les plus rentables en général (et les plus faciles à faire accepter par le public) sont des projets collectifs réunissant des acteurs locaux et où les habitants sont invités à participer au processus de préparation de l'implantation des éoliennes afin d'avoir la possibilité d'influencer les décisions finales.

1.2 La méthanisation face au NIMBYisme

L'urbanisation et l'intensification du développement économique conduisent à des conflits locaux de nouveaux emplacements pour des installations d'infrastructures respectueuses de l'environnement, en particulier dans les zones densément peuplées et périurbaines où le NIMBYisme est très présent. Toute installation de type digestion anaérobie peut être potentiellement conflictuelle. En règle générale, les conflits surviennent lorsqu'il existe un sentiment de répartition injuste des avantages et des coûts résultant de l'émergence d'un nouvel investissement. En fait, les avantages environnementaux sont de nature mondiale, alors que les coûts sont caractérisés localement. Les situations de conflit ont leur origine dans une répartition spatiale non uniforme (et donc injuste) des avantages locaux (Pacaud et al., 2013 ; Klinkner, 2014 ; Bobbio, 2016). Les zones habitées génèrent des déchets et ont une demande en énergie plus élevée, donc d'un point de vue économique (coûts de la logistique), les nouvelles infrastructures devraient être situées à proximité. Cependant, le processus d'urbanisation et l'étalement urbain entraînent une diminution de la quantité de foncier disponible dans les périphéries des villes et les zones de transition ville-village.

L'opposition à un projet spécifique est souvent liée aux résidents locaux qui ont une perception négative de la méthanisation et de l'opportunité limitée qu'ils ont pour influencer le processus de planification. L'exclusion de la participation du public dans la prise de décision a également contribué au développement de l'opposition des installations de biogaz (Edwards et al., 2015). Dans les études antérieures sur les déterminants de la réussite de projets de méthanisation, on retrouve des facteurs exogènes et endogènes. Bien que les facteurs exogènes (tels que les subventions perçues pour mettre en œuvre le projet, les contraintes réglementaires et législatives ou le choix d'une technologie inappropriée) peuvent être perçus comme des facteurs peu sensibles du point de vue de la population locale, les facteurs endogènes (tels que son emplacement, sa taille, le type de portage) semblent davantage influencer la mobilisation des acteurs locaux. L'acceptation du projet donné au niveau local par la population locale peut être considérée comme le facteur endogène le plus crucial dans la réussite d'un projet.

Au total, compte-tenu de notre état de l'art, nous posons quatre hypothèses expliquant le NIMBYisme afférant à la méthanisation :

- i) Les projets de méthanisation s'implantent sans réelle communication et concertation avec les habitants concernés.
- ii) Plus l'implantation d'une unité de méthanisation sera proche des premières habitations, plus le discours autour de la méthanisation sera négatif.
- iii) Plus le dimensionnement de l'unité sera grand, plus le discours autour de la méthanisation sera négatif.
- iv) Le type d'acteurs mobilisés dans le portage de projet.

2 Méthodologie

2.1 La spécificité des discours de la presse quotidienne régionale et le choix de Ouest France

Afin de procéder à l'analyse des discours de la méthanisation dans le Grand Ouest, il a donc préalablement fallu sélectionner le type de discours médiatique qui serait le plus aisé à traiter et à analyser sur le plan lexical. De ce fait, notre choix s'est porté sur la presse quotidienne car contrairement à la télévision ou la radio, nous pouvons faire l'économie de retranscription du discours. Par ailleurs, d'après A.Krieg (2000), la presse quotidienne est l'objet de recherche médiatique privilégié des chercheurs car il facilite l'investigation. Plus spécifiquement, la presse quotidienne régionale est un support de recherche intéressant pour comprendre comment un objet arrive sur le devant de la scène médiatique et comment il est traité (Torre & Lefranc, 2006). Cependant, le discours de presse – notamment écrite – possède certaines spécificités. En effet, il est de type polyphonique, c'est-à-dire que les journalistes « retranscrivent et redistribuent les mots qu'ils entendent ou qu'ils lisent (MScope, 1994 : 82). On peut le diviser en trois catégories de genres d'information (Charaudeau, 1997) : l'évènement rapporté, l'évènement commenté et l'évènement provoqué. Par conséquent, étudier les discours de la presse quotidienne régionale nécessite de prendre en compte ces particularités en distinguant – par exemple – les écrits entre guillemets (discours théoriquement rapportés tels quels) et ceux sans guillemets (discours journalistique pouvant adopter un ton plus libre).

Nous avons donc sélectionné le quotidien Ouest France pour porter notre analyse. D'une part, parce qu'il est distribué dans trois régions administratives de la partie nord-ouest de la France

(Bretagne, Normandie et Pays-de-la-Loire) et que son aire de diffusion couvre notre territoire d'étude¹. Puis d'autre part, parce que c'est une presse généraliste, donc avec une forte probabilité de relayer l'actualité des projets de méthanisation à l'échelle locale. Par ailleurs, c'est un journal très lu avec une diffusion journalière d'environ 700 000 exemplaires² et qui constitue une source d'informations abondante avec sa cinquantaine d'éditions locales. À l'aide de la base de données électroniques Factiva³, nous avons – dans un premier temps – sélectionné les articles comportant dans leur titre le mot-clé « méthanisation » et/ou celui de « biogaz ». Puis dans un second temps, nous avons retenu les articles ne traitant que de projets de méthanisation locaux afin de nous concentrer exclusivement que sur le discours des acteurs. Cependant, cette méthode n'est pas totalement exhaustive puisque des articles traitant de la méthanisation peuvent porter des titres ne comportant aucun de ces deux mots-clés⁴. Les articles récoltés, au nombre de 455, s'étalent sur une période allant d'octobre 2002 à juillet 2016.

2.2 Intégration du corpus de textes dans le logiciel Alceste

L'ensemble des articles de presse ont été compilés sous la forme d'un corpus afin de faciliter son intégration dans le logiciel Alceste. Cet outil a été développé par Max Reinert dans les années 1980 pour permettre l'analyse de données textuelles assistée par ordinateur. Le logiciel découpe d'abord le texte en unités de contexte élémentaires (UCE) en fonction de la ponctuation et du nombre de mots. Ces UCE sont ensuite automatiquement regroupées en unités de contexte (UC) afin de faciliter la classification de mots. Les articles de presse ont été identifiés en tant qu'unités de contexte initiales (UCI) afin de les croiser et les comparer lors de l'analyse textuelle. Par ailleurs, il a également fallu nettoyer l'ensemble du corpus avant son intégration dans le logiciel comme –

¹ Le projet DETECTE est financé par le programme PSDR IV (Pour et Sur le Développement Régional) et s'inscrit dans la zone Grand Ouest qui comprend les régions ex-Basse-Normandie, Bretagne et Pays-de-la-Loire.

² Ouest France se classait en 2016 à la première place de la presse quotidienne régionale française en termes d'audiences et ce depuis plusieurs années d'après les chiffres communiqués par l'Alliance pour les Chiffres de la Presse et des Médias.

³ C'est un outil d'information professionnelle qui agrège différents contenus comme des journaux, magazines, photos, etc.

⁴ Exemple : Ouest-France, 2013, « Vire : un projet qui envisage de mélanger les déchets pour créer de l'énergie », <http://www.ouest-france.fr/normandie/alencon-61000/vire-un-projet-qui-envisage-de-melanger-les-dechets-pour-creer-de-lenergie-613057>, consulté le 17/03/2017.

par exemple –le remplacement des apostrophes par des tirets bas. Cette étape est nécessaire car elle évite de décomposer certains mots⁵ et d'intégrer des mots inutiles à l'analyse⁶.

Chaque article de presse – donc les UCI dans notre corpus – ont été codés à partir de plusieurs variables utiles à notre étude. Chacune de ces variables sont composées de classes afin de pouvoir les distinguer et les comparer lors de l'analyse. De ce fait, nous avons fait le choix d'intégrer les variables suivantes en fonction de nos hypothèses : l'année de parution de l'article, la commune d'implantation de l'unité de méthanisation, le département d'implantation de l'unité de méthanisation, le dimensionnement de l'unité de méthanisation, le type de porteurs de projet de l'unité de méthanisation et la distance à vol d'oiseau entre l'unité de méthanisation et la première habitation (Tableau 1). L'ensemble des variables ont été renseignées à partir d'une collecte des données auprès de la presse quotidienne régionale, de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) et de Google Maps. Nous avons également distingué les discours « favorables » et les « discours « défavorables » à la méthanisation au sein du corpus afin de pouvoir les croiser avec les variables durant l'étape analytique et vérifier nos hypothèses de départ.

VARIABLES	CLASSES
Année de parution de l'article	Année de l'article
Commune de l'unité	Nom de la commune
Département de l'unité	Numéro du Département
Dimensionnement de l'unité (tonnage des déchets valorisés sur une année)	0 – 25000 t/an
	25000 – 75000 t/an
	plus de 75000 t/an
Type de porteurs de projet de l'unité	Agriculteur(s)
	Collectivité(s) locale(s)
	Industriel(s)
	Opérateur de méthanisation
	Syndicat mixte
Distance à vol d'oiseau entre l'unité et la première habitation (en mètre)	Autre(s)
	50 – 250 m
	250 – 500 m
	plus de 500 m

Tableau 1. Composition des variables codées pour chaque article

⁵ Si on laisse par exemple l'apostrophe dans le mot « aujourd'hui », Alceste le décomposera de la façon suivante : « aujourd' » et « hui ».

⁶ Notamment les articles définis comme « l' ».

3 Résultats

3.1 Classification Descendante Hiérarchique (CDH)

Au sein de ce corpus de 455 articles (UCI), Alceste a élaboré automatiquement un dictionnaire de 1397 formes réduites après l'étape de lemmatisation des 116 233 mots présents (Tableau 2). Par exemple, les formes verbales sont réduites en infinitif (« engendreront » devient « engendrer ») et les mots au pluriel sont transformés au singulier (« terrains » devient « terrain »). Ces formes réduites composent ainsi le monde lexical qui va permettre différents types d'analyse textuelle. Par ailleurs, 70 % des unités de contexte (UC) identifiées dans le corpus ont été classées, ce qui constitue un seuil acceptable⁷ pour la stabilisation des classes.

Statistiques des corpus analysés	
Nombre d'articles analysés (UCI)	455
Nombre de formes contenues dans le corpus	116233
Nombre de formes distinctes	10706
Nombre de formes réduites (lemmatisées)	1397
Nombre d'unités de contexte	4623
Nombre d'unités de contexte classées	3556
Pourcentage d'unités de contexte classées	70%
Nombre de classes stables	4

Tableau 2. Statistiques des corpus analysés

La classification descendante hiérarchique met en avant quatre classes aux mondes lexicaux différents (Figure 1). Par souci de présentation et de lisibilité, nous avons choisi d'afficher uniquement les 15 mots (formes réduites) ayant les khi²⁸ les plus élevés de chacune des classes.

La classe 1 (32 % du contenu analysé), que nous avons nommé « procédés de méthanisation », regroupe un champ lexical faisant référence aux processus de méthanisation (« méthane », « organique », « matière », etc). Nous retrouvons ainsi différentes matières méthanisables (« déchet », « fumier », « lisier », etc) et leurs types de valorisation (« gaz » « électricité » et « chaleur »). L'apparition des mots « produire », « produit » et « productif » avec des valeurs Khi²

⁷ D'après la notice simplifiée d'Alceste proposée par Max Reinert, si le pourcentage d'unités de contexte classées est inférieur à 50%, il est préférable de modifier manuellement la longueur de ces U.C. pour mieux stabiliser les classes.

⁸ Le test du Khi² dans Alceste permet de déterminer le degré d'appartenance d'une forme réduite à une classe.

significatives, soit supérieures à 150 (si nous les comparons avec les autres classes), témoigne d'une forme de marchandisation de cette nouvelle technologie.

La classe 2 (18% du contenu analysé), dénommée « risques et nuisances », renvoie quant à elle aux externalités négatives de la méthanisation et à la notion de « risque » (Khi2 significatif de 184). Ainsi, on retrouve différents types de nuisances associés à cette technologie (« nuisance » avec un Khi2 significatif de 244), notamment les mauvaises odeurs (« odeur » avec un Khi2 significatif de 254, « olfactif », « mauvais », etc.) et la pollution sonore liée à l'augmentation du trafic routier près des unités de méthanisation (« trafic », « bruit », « camion », etc.). Ces nuisances sont avant tout craintes par les habitants résidant à proximité des unités (« habitable » avec un Khi2 significatif de 179, « craindre », « immobilier », « riverain », etc.) avec la méfiance de conséquences pouvant être graves sur leur intégrité physique ou leur santé (« explosion », « pollution », « santé », etc.).

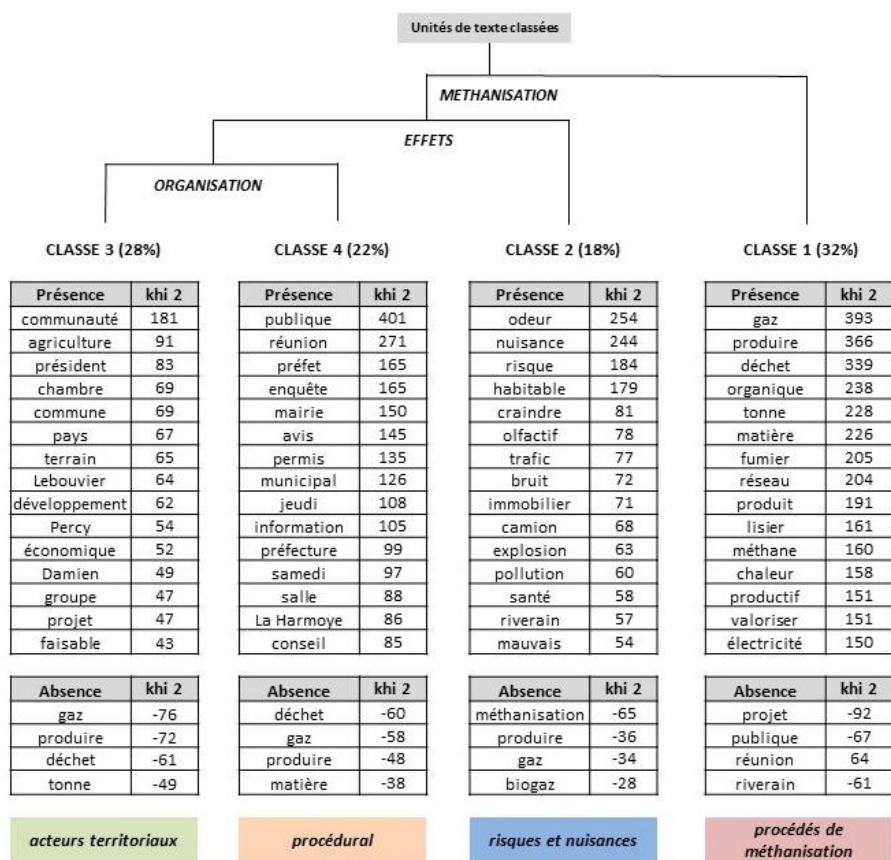


Figure 1. Classification Descendante Hiérarchique et dendrogramme

La classe 3 (32 % du contenu analysé), dénommée « acteurs territoriaux », fait référence à la méthanisation en tant que projet (« projet », « développement », « économique », « faisable », etc.). D'une part, on retrouve les acteurs (« communauté » avec un Khi2 significatif de 181,

« chambre » et « agriculture », « commune », « groupe », etc.) et, d'autre part, la dimension territoriale (« pays », « terrain », etc.). Un projet de construction d'une unité de méthanisation se détache tout particulièrement des autres dans cette classe : celui de Percy Biogaz dans le département de la Manche (« Percy ») où l'on retrouve l'identité du porteur de projet (« Damien » et « Lebouvier »).

L'aspect procédural domine fortement la classe 4 qui regroupe 22% du contenu analysé (« réunion » et « publique » avec des Khi2 significatifs supérieurs à 270, « enquête » avec un Khi2 significatif de 165, « avis », « permis », « information », etc.). Ainsi, on retrouve aussi bien les différentes structures publiques afférentes (« mairie », « municipal », « préfecture ») que des jours de semaine particuliers (« jeudi » et « samedi »).

En nous basant sur l'ordre de classification illustré par le dendrogramme, on constate que les effets (négatifs) de la méthanisation arrivent en amont de l'organisation autour de ces projets, traduisant probablement un réel manque de communication et de concertation des acteurs de la méthanisation auprès des habitants. De plus, si on se réfère aux mots absents ayant les Khi2 les plus fortement négatifs pour chacune des classes, on s'aperçoit que la notion de « projet » est significativement distante de la classe 1 « procédés de la méthanisation » (avec une valeur Khi2 de -92). Dès lors, ces premiers résultats viennent conforter une de nos hypothèses de départ qui est que les acteurs de la méthanisation entretiennent la méfiance des habitants par le manque de communication autour de leur projet mais aussi d'une nouvelle technologie qu'ils connaissent pas ou peu (absence de réunions d'information, aucune visite d'unité de méthanisation similaire, etc).

3.2 Analyse factorielle de correspondances (AFC)

Autre outil utile pour décrire l'organisation des mots et des classes : l'analyse factorielle de correspondances. Il permet de visualiser sur un plan factoriel les articulations entre les classes obtenues avec la classification descendante hiérarchique (Figure 2). Cette méthode permet donc de tester certaines de nos hypothèses de départ par l'analyse des relations entre les classes et les mots étoilés (distances entre l'unité de méthanisation et la première habitation, les dimensionnements de l'unité en tonne et les types de porteur(s) de projet). L'axe 1 (abscisse) est le facteur qui extrait le plus d'inertie contenue dans le nuage multidimensionnel devant l'axe 2 puis les autres facteurs. Nous avons ici fait le choix de ne représenter que les deux premiers axes (48% pour le premier axe et 27% pour le deuxième axe) car le pourcentage de variance cumulé

représente les trois quarts de l'information (75%). Le barycentre et l'aire simplifiée⁹ de chacune des classes y sont représentés. Par ailleurs, seuls les mots étoilés les plus significatifs statistiquement ont été affichés sur ce plan factoriel.

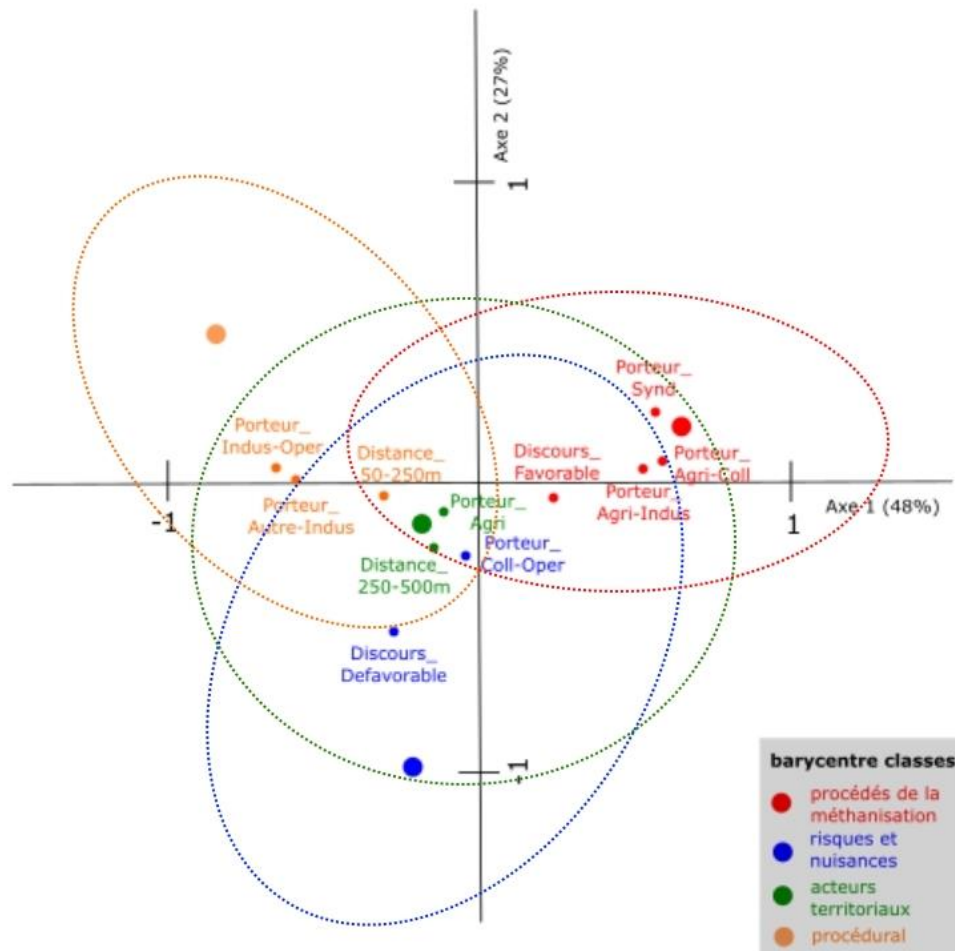


Figure 2. Analyse factorielle de correspondances avec les barycentres et aires approximatives de chacune des classes

À travers cette AFC, nous pouvons dégager plusieurs commentaires et tester nos hypothèses. D'abord, les barycentres de chaque classe sont assez rapprochés, témoignant d'une relative proximité factorielle. Notons que le barycentre de la classe « acteurs territoriaux » semble être lui-même le barycentre des quatre classes réunies. Ensuite, plusieurs de ces mots étoilés sont positionnés assez proches ou sont compris dans le classe « risques et nuisances ». C'est le cas des

⁹ Dans un souci de lisibilité, les aires ont été redessinées et simplifiées par rapport à celles générées par Alceste

variables « discours défavorable » et « porteurs de projet collectivité-opérateur » qui se situent dans cette classe mais qui se localisent également au sein de l'aire d'influence de la classe « acteurs territoriaux ». Donc, les discours défavorables à la méthanisation se concentrent également vers les acteurs territoriaux (ici les collectivités locales et les opérateurs de méthanisation), traduisant une méfiance envers les projets innovants de par une ou plusieurs mauvaises expériences vécues par les populations. Quant à l'hypothèse de la proximité mal perçue ou vécue entre les résidents et l'unité de méthanisation, elle ne semble pas ici se vérifier malgré un positionnement des classes de distance « 50-250m » et « 250 et 500m » comprise au sein de l'aire de la classe « risques et nuisances ».

Enfin, on constate qu'aucun mot-étoilé référençant les dimensionnements d'unités de méthanisation n'est représenté sur ce plan factoriel. En effet, leurs coordonnées factorielles sont peu éloignées du centre des axes et ne sont donc pas affichées. Par conséquent, il apparaît donc que le dimensionnement des unités de méthanisation influe peu sur les discours critiques et méfiants vis-à-vis de cette nouvelle technologie.

Conclusion et discussion

L'analyse du discours de la méthanisation à partir d'un corpus d'articles de la presse quotidienne régionale nous a permis de tester plusieurs hypothèses et d'en valider deux (les projets de méthanisation s'implantent sans réelle communication et concertation avec les habitants concernés ; le type d'acteurs mobilisés dans le portage de projet influence la méfiance des habitants vis-à-vis des nouveaux projets). Cependant, il serait intéressant de confronter ces résultats avec d'autres analyses dans Alceste (réseau de formes, classification ascendante hiérarchique, etc) ainsi qu'avec des entretiens menés directement auprès des acteurs de la méthanisation (porteur de projet, partie prenante au projet, riverains, Chambre d'Agriculture, etc), notamment sur leurs perceptions et représentations des énergies renouvelables¹⁰.

Une question sous-jacente concernant un conflit d'emplacement d'une unité de méthanisation est de savoir s'il s'agit d'un projet « sain » qui a été arrêté en raison de l'influence d'un petit groupe d'individus qui souhaitent préserver leurs propres intérêts, ou s'il s'agit d'un projet peu abouti/mal

¹⁰ Cette campagne d'entretiens est actuellement menée par plusieurs chercheurs de l'institut du Développement Territorial dans le cadre du projet DETECTE (Développement Economique et Territorial, Economie Circulaire et Transition Energétique).

construit qui a été évité grâce à une démocratie locale active et à des citoyens engagés. Or, les différents acteurs ont des perceptions divergentes et parfois contradictoires du processus de planification. On observe bien souvent une situation où tous les acteurs clés, dans une certaine mesure, ont perdu quelque chose et que cela aurait pu être évité si une concertation accrue et une information raisonnée avaient été réalisées. Bien souvent, les membres du groupe de l'opposition ont été ignorés et craignaient que le projet ne soit mené sans qu'ils puissent influencer sur la situation, ce qui les a conduits à s'opposer aux plans. Il en découle que certaines municipalités ont dû finalement renoncer à la construction d'une usine de biogaz sur leur territoire, ce que les élus pourtant favorisaient.

Pour ces projets, la perte la plus importante découlant de projets de méthanisation suspendus voire arrêtés est celle de la confiance. Le développeur a perdu confiance dans le secteur public et inversement. La technologie du biogaz en tant que telle pourrait également avoir été affectée par la perte de confiance, ce qui fait que le biogaz ressemble plus à une technologie controversée et moins comme quelque chose qui est bénéfique pour l'environnement. Dans cette perspective, il est plus approprié de demander ce que nous pouvons apprendre de ces projets, sur la façon d'éviter les processus de planification perçus comme négatifs par toutes les parties impliquées et comment mettre en œuvre des processus à la fois démocratiques et efficaces en temps.

Références bibliographiques

AISSANI L., COLLET A., BIOTEAU T., LAURENT F., BELINE F., (2015), *Évaluation environnementale de projets de méthanisation territoriaux via l'analyse du cycle de vie. In Partenariats pour le développement territorial*, Editions Quæ, p. 183-198.

AITKEN M., (2010), Why we still don't understand the social aspects of wind power: A critique of key assumptions within the literature. *Energy Policy* vol. 38, n°4, p. 1834–1841.

AUDET G., (2009), *Énergie éolienne au Québec: l'aspect de l'acceptabilité sociale lié au choix de modèle de développement*.

BATEL S., DEVINE-WRIGHT P., TANGELAND T., (2013), Social acceptance of low carbon energy and associated infrastructures: A critical discussion. *Energy Policy*, n°58, p. 1-5.

BELANGER F., (2009), *Étude de faisabilité techno-économique et sociopolitique d'un projet régional de méthanisation de lisier de porc en codigestion*. Thèse de Doctorat.

BOBBIO L., (2016), *Entre conflit et concertation: Gérer les déchets en France, en Italie et au Mexique*. ENS éditions.

- CARON A., TORRE A., (2006), Quand la proximité devient source de tensions: conflits d'usages et de voisinage dans l'espace rural. *Développement durable et territoires*, n°7.
- CHARAUDEAU P., (1997), *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan, Institut national de l'audiovisuel, collection " Médias-Recherches ".
- DELHOUME C., CAROUX D., (2015), Quel rôle des agriculteurs dans la transition énergétique? Acceptation sociale et controverses émergentes à partir de l'exemple d'une chaufferie collective de biomasse en Picardie. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n°3.
- EDWARDS J., OTHMAN M., BURN S., (2015), A review of policy drivers and barriers for the use of anaerobic digestion in Europe, the United States and Australia. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, n°52,p. 815-828.
- FÉMÉNIAS A., BOUVIER M., BALNY P., JAUJAY J., (2008), *Évaluation des conditions de développement d'une filière de méthanisation « à la ferme » des effluents d'élevage*.
- FRANTAL B., KUNC J., (2011), Wind turbines in tourism landscapes: Czech experience. *Annals of Tourism Research*, vol. 38, n°2, p. 499-519.
- GIRAULT R., BELINE F., DAMIANO A., (2010), Méthanisation: Les premiers pas de la filière dans le secteur agricole. *Environnement & Technique*, n°300, p. 38.
- HOLM-NIELSEN J. B., AL SEADI T., OLESKOWICZ-POPIEL P. (2009). The future of anaerobic digestion and biogas utilization. *Bioresource technology*, vol. 100, n°22, p. 5478-5484.
- JEANNEAUX P., (2006), Economie de la décision publique et conflits d'usages pour un cadre de vie dans les espaces ruraux et périurbains. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Dossier 7.
- JEANNEAUX P., PERRIER-CORNET P., (2008), Les conflits d'usage du cadre de vie dans les espaces ruraux et la décision publique locale. Éléments pour une analyse économique. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, n°306, p. 39-54.
- KLINKNER B. A., (2014), Anaerobic digestion as a renewable energy source and waste management technology: What must be done for this technology to realize success in the United States. *U. Mass. L. Rev.*, n° 9,p. 68.
- KRIEG A., (2000), Analyser le discours de presse. Mises au point sur le discours de presse comme objet de recherche, *Communication*, n° 20, p. 75-97.
- MSCOPE, (1994), Journalistes et linguistes, même langue, même langage ? in *MScope, Journalistes et linguistes, même langue, même langage ?*, hors-série, Actes du Colloque, 15 Janvier 1993, Paris La Sorbonne, p. 128
- PACAUD S., LE ROUX Y., FEIDT C., (2013), Projet collectif de méthanisation en milieu rural. *Pour*, vol.2, p.99-108.

PHAM H. V., KIRAT T., TORRE A., (2013), Les conflits d'infrastructures en Ile de France. Des révélateurs des imperfections de la décision publique dans les espaces ruraux et périurbains. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°1, p. 203-229.

SWOFFORD J., SLATTERY M., (2010), Public attitudes of wind energy in Texas: Local communities in close proximity to wind farms and their effect on decision-making. *Energy policy*, vol. 38, n°5, p. 2508-2519.

THAYER R. L., FREEMAN C. M., (1987). Altamont: public perceptions of a wind energy landscape. *Landscape and urban planning*, n°14, p. 379-398.

TORRE A., LEFRANC C., (2006), Les conflits dans les zones rurales et péri-urbaines. Premières analyses de la presse quotidienne régionale, *Espaces et Sociétés*, n°124-125, p. 93-110.

TORRE A., AZNAR O., BONIN M., CARON A., CHIA E., GALMAN M., ... PAOLI J. C., (2006), Conflits et tensions autour des usages de l'espace dans les territoires ruraux et périurbains. Le cas de six zones géographiques françaises. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°3, p. 415-453.

WALKER G., DEVINE-WRIGHT P., (2008), Community renewable energy: What should it mean?. *Energy policy*, vol. 36, n°2, p. 497-500.